

	Sporttak :	Sportbelofte tussen :	Topsporter vanaf :	Trainingspartner vanaf :
35	Petanque	14 jaar-18 jaar	17 jaar	14 jaar
36	Rugby	15 jaar-20 jaar	20 jaar	15 jaar
37	Savate	16 jaar-23 jaar	18 jaar	16 jaar
38	Skiën	11 jaar-21 jaar	21 jaar	15 jaar
39	Waterskiën	13 jaar-17 jaar	17 jaar	13 jaar
40	Wakeboarden	14 jaar-19 jaar	19 jaar	14 jaar
41	Softballen	13 jaar-16 jaar	16 jaar	13 jaar
42	Squash	12 jaar-19 jaar	19 jaar	12 jaar
43	Taekwondo	14 jaar-18 jaar	18 jaar	14 jaar
44	Tennis	11 jaar-19 jaar	19 jaar	11 jaar
45	Tafeltennis	12 jaar-18 jaar	18 jaar	12 jaar
46	Schiëten	16 jaar-21 jaar	21 jaar	16 jaar
47	Boogschieten	14 jaar-23 jaar	22 jaar	14 jaar
48	Trampoline	12 jaar-17 jaar	17 jaar	12 jaar
49	Triatlon	16 jaar-21 jaar	21 jaar	16 jaar
50	Zeilen	14 jaar-19 jaar	19 jaar	14 jaar
51	Volleybal vrouwen	14 jaar-18 jaar	18 jaar	14 jaar
52	Volleybal mannen	15 jaar-19 jaar	19 jaar	15 jaar

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het besluit van 11 maart 2010 tot vaststelling van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning als topsporter, sportbelofte en trainingspartner, en van de procedure voor het intrekken van die erkenning, in werking treedt.

Brussel, 10 maart 2010.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

F. 2010 — 1766

[C - 2010/29277]

**11 MARS 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance comme sportif de haut niveau, espoir sportif et partenaire d'entraînement ainsi que la procédure de retrait de cette reconnaissance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, article 4, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 22, § 3;

Vu le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, notamment les articles 11, 13, § 3, et 14, alinéa 8;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du 13 juin 1997 et l'arrêté du 10 juillet 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire, modifié par l'arrêté du 12 décembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2001 fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance des sportifs de haut niveau ou des espoirs sportifs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2008;

Vu les avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donnés les 15 janvier et 27 novembre 2009;

Vu l'avis n° 46.542/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Sports, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le membre du Gouvernement qui a le Sport dans ses attributions;

2° décret : le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

3° Commission : la Commission d'avis instituée par l'article 14 du décret;

4° Administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

#### CHAPITRE 2. — Disciplines sportives et catégories d'âge

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre, après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, arrête les disciplines sportives et, au sein de celles-ci, les catégories d'âge pour lesquelles il peut être procédé à la reconnaissance de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs ou de partenaires d'entraînement.

§ 2. Toutefois, en ce qui concerne le cas particulier du sport adapté, le Ministre est chargé d'arrêter individuellement, après avis du Conseil supérieur, les conditions d'âge en tenant compte de la discipline sportive et de l'âge biologique, mais aussi du type et du degré de déficience des sportifs concernés.

#### CHAPITRE 3. — De l'introduction et de l'examen des demandes de reconnaissance

##### Section 1<sup>re</sup>. — Introduction des demandes de reconnaissance

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La fédération sportive ou l'association visée à l'article 25, 1°, du décret, gérant une discipline sportive arrêtée par le Ministre conformément à l'article 2, introduit auprès de l'Administration et sur base d'un formulaire fourni par celle-ci, les candidatures des sportifs pour lesquelles elle sollicite la reconnaissance en tant que sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement tels que définis au chapitre 3 du décret.

§ 2. Chaque dossier de candidature introduit conformément au § 1<sup>er</sup>, par la fédération sportive ou l'association visée à l'article 25, 1°, du décret, contient, notamment, les informations suivantes:

1° les coordonnées du sportif;

2° les critères de désignation qui ont été appliqués;

3° les objectifs sportifs à court, moyen et long terme;

4° un document de motivation assorti :

a) du curriculum sportif,

b) du curriculum scolaire ou professionnel;

5° la (les) structure (s) d'entraînement;

6° toutes données pertinentes, notamment dans les domaines psychologique, médical, social, biométrique, physiologique, permettant d'évaluer son potentiel et sa capacité de progression, qui ne peuvent être communiquées que moyennant l'accord préalable du sportif concerné;

7° le plan d'entraînement de la prochaine saison sportive.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Quatre sessions d'octroi de reconnaissance, telle que visée à l'article 2, sont organisées par année civile.

§ 2. La première session annuelle est prioritairement réservée aux demandes de reconnaissance comme sportif de haut niveau, d'espoir sportif, et de partenaire d'entraînement concernant les sportifs qui souhaitent bénéficier de l'application de l'un des textes suivants :

1° de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°;

2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 6°;

3° du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment l'article 85, § 1<sup>er</sup> bis, alinéa 2;

4° du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 31, § 2, alinéa 2.

Les demandes de reconnaissance relatives à cette première session sont introduites, au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juin, auprès de l'administration par les fédérations sportives et l'association visée à l'article 25, 1°, du décret.

§ 3. Les trois autres sessions annuelles sont prévues afin de prendre en compte la spécificité de l'organisation de certaines disciplines sportives.

Les demandes de reconnaissance relatives à ces trois sessions annuelles sont respectivement introduites auprès de l'Administration :

1° au plus tard le 15 septembre;

2° au plus tard le 15 octobre;

3° au plus tard le 15 novembre.

#### Section 2. — Examen des demandes de reconnaissance

**Art. 5.** Lors de l'examen des demandes de reconnaissance, les éléments suivants sont pris en considération:

1° sur le plan de la discipline sportive en cause :

a) sa diffusion sur le plan international;

b) sa notoriété;

c) son niveau de pratique en Communauté française par rapport au niveau belge, européen et mondial;

2° sur le plan particulier :

a) les critères de sélection éventuellement fixés par les organisations sportives internationales, par le Comité olympique international ou par le Comité olympique et interfédéral belge;

b) la valeur significative des performances réalisées par le sportif concerné objectivées, le cas échéant :

1. par des classements belge, européen ou mondial;

2. par la représentativité de la compétition en fonction du nombre de participants, du nombre de nations;

3. par la représentativité des participants par rapport à leur niveau de performances.

**Art. 6.** La Commission transmet son avis motivé au Ministre endéans un délai de soixante jours à compter de la réception de la demande par le secrétariat de la Commission.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Pour les demandes visées à l'article 4, § 2, le Ministre statue pour le 31 août au plus tard.

Pour les demandes visées à l'article 4, § 3, le Ministre statue au plus tard 30 jours après la réception de l'avis de la Commission.

§ 2. Quinze jours au plus tard après réception de la décision du Ministre, l'administration notifie la décision intervenue, sous pli recommandé par voie postale, aux fédérations sportives ou à l'association visée à l'article 25, 1°, du décret et au sportif concerné.

**Art. 8.** Le Ministre, après avis de la Commission, arrête au moins une fois par an la liste des sportifs reconnus comme sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement ainsi que la durée de leur reconnaissance.

**Art. 9.** Après décision négative adoptée à l'égard d'un sportif et en cas d'évolution positive de ses performances ou de la présence d'un élément nouveau, la fédération sportive ou l'association visée à l'article 25, 1°, du décret peut introduire une nouvelle demande selon les dispositions de l'article 3 et dans les délais fixés à l'article 4.

#### CHAPITRE 4. — Du retrait de reconnaissance

**Art. 10.** La reconnaissance peut être retirée dans les cas visés à l'article 13, § 2, du décret.

Préalablement à toute décision de retrait de reconnaissance, le Ministre sollicite l'avis de la Commission, qui procède à l'audition d'un (ou de) représentant(s) de la fédération sportive concernée ou de l'association visée à l'article 25, 1°, du décret ainsi que du sportif concerné.

La convocation à cette audition s'effectue par pli recommandé précisant l'objet, le jour et l'heure de l'audition qui ne peut être fixée dans un délai inférieur à 15 jours après l'envoi de la dite convocation.

La fédération sportive concernée ou l'association visée à l'article 25, 1°, du décret ainsi que le sportif concerné sont informés préalablement à leur audition des éléments dont la Commission a connaissance et de la possibilité de se faire accompagner par le défenseur de leur choix.

A défaut de présence à cette audition, après due convocation, un procès-verbal de carence est dressé.

La décision relative au retrait de la reconnaissance est notifiée par l'administration au sportif et à la fédération concernée ou à l'association visée à l'article 25, 1°, du décret et ce, sous pli postal recommandé endéans les 15 jours à dater de la réception de la décision du Ministre qui statue dans les 30 jours après la réception de l'avis de la Commission.

CHAPITRE 5. — *Jetons de présence et indemnités de déplacement*

**Art. 11.** Il est alloué aux membres de la Commission un jeton de présence de douze euros cinquante pour chaque réunion.

Les membres de la Commission bénéficient d'une indemnité de déplacement pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion (ou pour toute autre tâche prévue par la Commission pour mener à bien sa mission). Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un titre de transport par Chemin de fer en première classe.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2001 fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance des sportifs de haut niveau ou des espoirs sportifs est abrogé.

**Art. 13.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 1997 et du 10 juillet 2001, le point 2° est remplacé par une disposition formulée comme suit :

« Les périodes d'entraînement suivies par des élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus comme tels par le Ministre des Sports, après avoir pris l'avis de la Commission instituée par l'article 14 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française. »

**Art. 14.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire, le point 6° est remplacé par une disposition formulée comme suit :

« dans l'enseignement secondaire, la participation des élèves reconnus comme sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à des activités de préparation sportive sous forme de stages ou d'entraînement et de compétition. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 30 demi-jours par année scolaire, sauf dérogation accordée par le Ministre. Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage ou la compétition à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents. ».

**Art. 15.** Le Ministre des Sports, le Ministre de l'Enseignement supérieur et la Ministre de l'Enseignement obligatoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mars 2010.

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 1766

[C – 2010/29277]

**11 MAART 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning als topsporter, sportbelofte en trainingspartner, en van de procedure voor het intrekken van die erkenning**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, artikel 4, § 1;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 3, § 1, tweede lid;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 22, § 3;

Gelet op het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 11, 13, § 3, en 14, achtste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, artikel 1, gewijzigd bij het besluit van 13 juni 1997 en het besluit van 10 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, gewijzigd bij het besluit van 12 december 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2001 tot vaststelling van de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen om erkenning als topsporter of als sportbelofte;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 november 2008;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 15 januari en 27 november 2009;

Gelet op het advies nr. 46.542/4 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sport, van de Minister van Hoger Onderwijs en van de Minister van leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Minister : het lid van de Regering bevoegd voor sport;

2<sup>o</sup> decreet : het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

3<sup>o</sup> commissie : de adviescommissie ingesteld bij artikel 14 van het decreet;

4<sup>o</sup> administratie : de algemene directie sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK 2. — *Sporttakken en leeftijdscategorieën*

**Art. 2.** § 1. Na advies van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens stelt de Minister de sporttakken vast en, onder die, de leeftijdscategorieën waarvoor topsporters, sportbeloften of trainingspartners kunnen worden erkend.

§ 2. Betreffende het bijzondere geval van de aangepaste sport, wordt de Minister echter ermee belast, na advies van de Hoge Raad, de leeftijdsvoorwaarden individueel vast te stellen, naar gelang van de sporttak en de biologische leeftijd, maar ook van het type en de graad van de deficiëntie van de betrokken sporters.

#### HOOFDSTUK 3. — *Indiening en onderzoek van de aanvragen om erkenning*

##### *Afdeling 1. — Indiening van de aanvragen om erkenning*

**Art. 3.** § 1. De sportfederatie of de vereniging bedoeld in artikel 25, 1<sup>o</sup>, van het decreet, die een door de Minister vastgestelde sporttak beheert overeenkomstig artikel 2, dient bij de administratie op grond van een door deze afgeleverd formulier de kandidaturen in van de sporters voor wie ze de erkenning als topsporter, sportbelofte of trainingspartner zoals bepaald in hoofdstuk 3 van het decreet aanvraagt.

§ 2. Elk dossier voor en kandidaatstelling, ingediend overeenkomstig § 1 door de sportfederatie of de vereniging bedoeld in artikel 25, 1<sup>o</sup>, van het decreet, omvat inzonderheid de volgende gegevens :

1<sup>o</sup> de personalia van de sporter;

2<sup>o</sup> de aanwijzingscriteria die werden toegepast;

3<sup>o</sup> de sportdoelstellingen op korte, middellange en lange termijn;

4<sup>o</sup> een verantwoordingsdocument, met vermelding van :

a) zijn sportcurriculum;

b) zijn school- of beroepscurriculum;

5<sup>o</sup> de trainingsstructuur(uren);

6<sup>o</sup> alle gegevens die onder meer op psychologisch, medisch, sociaal, biometrisch en fysiologisch vlak relevant zijn, en die het mogelijk maken om zijn potentieel en zijn capaciteit om vorderingen te maken, te evalueren, waarbij deze gegevens alleen met de voorafgaande toestemming van de betrokken sporter mogen worden meegedeeld;

7<sup>o</sup> het sporttrainingsplan van het volgende sportseizoen.

**Art. 4.** § 1. Er worden vier sessies voor de toekenning van erkenningen, zoals bedoeld in artikel 2, per kalenderjaar georganiseerd.

§ 2. De eerste jaarlijkse sessie wordt bij voorrang voorbehouden voor de aanvragen om erkenning als topsporter, sportbelofte en trainingspartner betreffende de sporters die wensen de toepassing te genieten van één van de volgende teksten :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, inzonderheid artikel 4, § 1, 6<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid artikel 85, § 1 *bis*, tweede lid;

4<sup>o</sup> het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 31, § 2, tweede lid.

De erkenningsaanvragen betreffende die eerste sessie worden bij de administratie door de sportfederaties en de vereniging bedoeld in artikel 25, 1<sup>o</sup>, van het decreet uiterlijk voor 1 juni ingediend.

§ 3. De drie andere jaarlijkse sessies hebben tot doel rekening te houden met de specificiteit van de organisatie van sommige sporttakken.

De erkenningsaanvragen betreffende die drie jaarlijkse sessies worden bij de administratie respectief :

1° uiterlijk op 15 september;

2° uiterlijk op 15 oktober;

3° uiterlijk op 15 november ingediend.

#### *Afdeling 2. — Onderzoek van de erkenningsaanvragen*

**Art. 5.** Bij het onderzoeken van de erkenningsaanvragen worden de volgende gegevens in aanmerking genomen :

1° op het vlak van de betrokken sporttak :

a) de verspreiding ervan op internationaal vlak;

b) zijn bekendheid;

c) het aantal beoefenaars in de Franse Gemeenschap vergeleken met het Belgische, Europese en wereldniveau;

2° op persoonlijk vlak :

a) de selectiecriteria die eventueel door de internationale sportorganisaties, het Internationaal Olympisch Comité of door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité worden vastgesteld;

b) de hoge waarde van de prestaties, die, in voorkomend geval geobjectiveerd wordt :

1. door de Belgische, Europese of wereldrangschikking;

2. door de representativiteit van de competitie op grond van het aantal deelnemers, het aantal naties;

3. door de representativiteit van de deelnemers op grond van hun prestatieniveau.

**Art. 6.** De commissie zendt de Minister haar met redenen omkleed advies over binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag door het secretariaat van de Commissie.

**Art. 7.** § 1. Voor de aanvragen bedoeld in artikel 4, § 2, beslist de Minister voor uiterlijk 31 augustus.

Voor de aanvragen bedoeld in artikel 4, § 3, beslist de Minister uiterlijk 30 dagen na de ontvangst van het advies van de Commissie.

§ 2. Uiterlijk veertien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister, geeft de administratie kennis van de beslissing, bij een ter post aangetekend schrijven, aan de sportfederaties of aan de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet, en aan de betrokken sporter.

**Art. 8.** Na advies van de Commissie, stelt de Minister ten minste één keer per jaar de lijst van de sporters die als topsporter, sportbelofte of trainingspartner worden erkend, alsook de duur van hun erkenning, vast.

**Art. 9.** Nadat een negatieve beslissing ten opzichte van de sporter wordt genomen, en als zijn prestaties positief evolueren, of als er een nieuw gegeven voorhanden is, kan de sportfederatie of de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet een nieuwe aanvraag volgens de bepalingen van artikel 3 indienen binnen de in artikel 4 vastgestelde termijn.

#### *HOOFDSTUK 4. — Intrekking van de erkenning*

**Art. 10.** De erkenning kan worden ingetrokken in de gevallen bedoeld in artikel 13, § 2, van het decreet.

Voordat een beslissing tot intrekking van de erkenning wordt genomen, vraagt de Minister het advies van de Commissie aan, die een vertegenwoordiger (vertegenwoordigers) van de betrokken sportfederatie of van de vereniging bedoeld in artikel 25, 1° van het decreet alsook de betrokken sporter hoort.

De oproeping voor die hoorzitting geschiedt bij aangetekend schrijven, waarin het doel, de dag en het uur van de hoorzitting worden vermeld, waarbij die hoorzitting niet vóór een termijn van 14 dagen na de verzending van die hoorzitting mag plaatsvinden.

De betrokken sportfederatie of de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet alsook de betrokken sporter worden, voordat ze voor de hoorzitting worden opgeroepen, de gegevens meegegeeld waarvan de commissie kennis heeft en ze worden geïnformeerd over de mogelijkheid om zich door de verdediger naar hun keuze te laten bijstaan.

Als de opgeroepen personen zich bij die hoorzitting niet aanmelden, wordt dit in een proces-verbaal opgetekend.

Van de beslissing tot intrekking van de erkenning wordt door de administratie aan de sporter en aan de betrokken federatie of aan de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet, kennis gegeven bij een ter post aangetekend schrijven, binnen een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing van de minister, die binnen de 30 dagen na de ontvangst van het advies van de Commissie beslist.

HOOFDSTUK 5 — *Presentiegeld en reisvergoedingen*

**Art. 11.** Er wordt de leden van de commissie een presentiegeld ten bedrage van twaalf euro vijftig cent voor elke vergadering toegekend.

De leden van de Commissie genieten een reisvergoeding voor de verplaatsing tussen hun woonplaats en de vergaderplaats (of voor elke andere taak bepaald door de commissie om haar opdracht te kunnen uitoefenen). Die vergoeding wordt uitgekeerd overeenkomstig de regeling die geldt voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een vervoerbijwilt eerste klasse bij de spoorwegen.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2001 tot vaststelling van de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen om erkenning als topsporter of als sportbelofte wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 13 juni 1997 en 10 juli 2001, wordt punt 2° vervangen door een bepaling, luidend als volgt :

«De trainingsperioden gevolgd door de leerlingen die topsporters, sportbeloften of trainingspartners zijn, die als dusdanig worden erkend door de Minister van Sport, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie ingesteld bij artikel 14 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap.».

**Art. 14.** In artikel 4, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, wordt punt 6° vervangen door een bepaling, luidend als volgt :

«in het secundair onderwijs, de deelneming van de leerlingen die als topsporter, sportbelofte of trainingspartner erkend zijn, bedoeld bij artikel 1, tweede lid, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, aan activiteiten ter voorbereiding van de sportbeoefening in de vorm van stages of trainingen en aan competitie. Het totaal aantal verantwoorde afwezigheden mag niet hoger zijn dan 30 halve dagen per schooljaar, behoudens afwijking toegestaan door de Minister. In dat geval moet de duur van de afwezigheid aan het inrichtingshoofd worden meegedeeld uiterlijk een week vóór de stage of de competitie aan de hand van het attest van de bevoegde sportfederatie samen met een toelating van de ouders indien de leerling minderjarig is.

**Art. 15.** De Minister van Sport, de Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Leerplichtonderwijs worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 maart 2010.

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2010/03340]

#### Nationale Orden. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 19 maart 2009, nr. 16 worden benoemd :

*Orde van Leopold II*

Officier

De heer de BUCK VAN OVERSTRAETEN, J.-P.F.S., effectenmakelaar, ondervoorzitter van de raad van bestuur van Febelfin.

De heer GOFFIN, P.R., erebeurmakelaar bij de Bank DELEN NV.

De heer VAN CAMPENHOUT, E., erebeurmakelaar, voorzitter van de Stichting PETERCAM.

De vermelde personen nemen vanaf 15 november 2008 hun rang in de Orde in.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2010/03340]

#### Ordres nationaux. — Nominations

Par arrêté royal du 19 mars 2009, n° 16 sont nommés :

*Ordre de Léopold II*

Officier

M. de BUCK VAN OVERSTRAETEN, J.-P.F.S., agent de change, vice-président du conseil d'administration de Febelfin.

M. GOFFIN, P.R., Agent de change honoraire auprès de la Banque DELEN SA.

M. VAN CAMPENHOUT, E., agent de change honoraire, président de la Fondation PETERCAM.

Les personnes mentionnées prennent rang dans l'Ordre, à dater du 15 novembre 2008.